

*Initiatives ministérielles*

Non seulement nous avons créé plus d'emplois, favorisé la croissance économique, haussé le niveau de vie, réduit le déficit, accru le produit national brut, renforcé le dollar et abaissé les taux d'intérêt, mais nous sommes parvenus à mettre en oeuvre des politiques dont avaient rêvé pendant des décennies les députés de l'opposition qui nous harcèlent maintenant du mieux qu'ils peuvent pour tâcher de cacher le fiasco où ils ont conduit notre pays pendant 20 ans. Après avoir tout tenté, ils s'étonnent qu'une politique puisse donner des résultats.

Mais ils ont négligé deux choses. Tout d'abord, ils n'ont pas su maîtriser le déficit. Ils se souciaient d'être populaires. Ils voulaient se faire aimer. Ils voulaient que les Canadiens les reportent au pouvoir. Ils ont donné sans compter pour financer des programmes, alors qu'ils n'en avaient pas les moyens. Ils ont dépensé de l'argent qu'ils n'avaient pas. Ils ont pris toutes sortes de mesures que des gens sérieux ne sauraient prendre.

Le programme que nous mettons maintenant en oeuvre crée un dilemme comme celui auquel avaient fait face les députés de l'opposition à l'époque où ils formaient le gouvernement. Ils ne peuvent croire que les gens doivent payer pour ce qu'ils veulent et d'ordinaire, en politique, ils obtiennent ce qu'ils veulent. Plus ils demandent, plus ils reçoivent du gouvernement. C'est toute l'histoire des gouvernements libéraux antérieurs. Ils donnaient ce qu'on leur demandait. Ils ont établi des programmes qui exigeaient des impôts élevés et produisaient d'énormes déficits.

• (2140)

Notre déficit par habitant est l'un des plus imposants du monde libre. Jamais l'ancien gouvernement libéral n'a mis en place un programme qui réduise sans cesse, d'une année à l'autre, le déficit qu'ils avaient accumulé, comme les conservateurs s'y astreignent depuis cinq ans.

Évalué à 30 milliards et demi de dollars pour la présente année financière, le déficit a diminué de 8 milliards depuis que nous avons pris le pouvoir. . .

**M. Milliken:** Et augmenté depuis l'an dernier.

**M. Domm:** Citez-moi une seule année avant notre arrivée au pouvoir, en 1985, où les libéraux ont réussi à réduire le déficit! Ils n'y sont jamais parvenus. Soyez francs! N'essayez pas de faire croire aux Canadiens que vous avez su maîtriser un seul déficit annuel!

Nous passons maintenant à une autre étape du processus de réduction des déficits annuels, une étape qui exige des Canadiens qu'ils acceptent soit une réduction des programmes, soit une hausse d'impôts combinée avec une réduction des programmes. Sinon, nous serons à nouveau aux prises avec une inflation galopante, des taux d'intérêt élevés et des déficits accrus du genre de ceux qu'avait créés le gouvernement libéral, de concert, pour une bonne part, avec le NPD. Ces deux-là sont les grands responsables de la situation catastrophique dans laquelle nous nous trouvons aujourd'hui.

Comment allons-nous la corriger? J'ai fait quatre campagnes électorales et, chaque fois, les libéraux ont réclamé la suppression de la taxe sur les ventes des fabricants, qu'ils qualifiaient de régressive. Au cours de la dernière campagne électorale, les membres néo-démocrates du comité entonnaient le même refrain. Ils voulaient que nous nous débarrassions de la taxe sur les ventes des fabricants. Ils disaient qu'il serait désastreux de laisser une taxe sur les produits manufacturés que nous devons essayer de vendre sur le marché international, taxe que les 48 principaux pays qui nous font concurrence n'ont pas. Cependant, ils ne savaient pas par quoi remplacer cette partie du programme dont ils voulaient se débarrasser. On ne peut pas laisser aller 17 milliards de dollars sans trouver une autre façon de récupérer cet argent.

Nous avons enfin introduit une taxe sur les produits et services. Il nous a fallu tant de temps pour le faire, à cause du retard des libéraux et des néo-démocrates, que les 48 autres pays qui nous font concurrence se sont tous débarrassés de leur taxe sur les ventes des fabricants depuis longtemps.

Je ne sais pas combien d'entre vous ont déjà été en affaires, mais si vous faites concurrence à des entreprises américaines pour vendre. . .

**M. Young (Gloucester):** Ils n'ont pas de taxe de ce genre aux États-Unis.

**M. Domm:** C'est vous qui êtes spécialiste en finances. Supposons que vous faites concurrence à des entreprises américaines pour vous approprier des marchés dans un pays du Pacifique. Croyez-vous que votre société, si vous êtes assez chanceux pour en avoir une, aura le dessus sur les sociétés américaines concurrentes si vous devez payer 13,5 p. 100 de taxe et pas elles? Maintenant que nous avons supprimé la taxe sur les ventes des fabricants et que nous avons mis sur pied un programme que ni le NPD— et je ne vois d'ailleurs aucun de ses députés à la Chambre.